

## Pour une industrie pharmaceutique en réponse aux besoins de tous

Communique de presse

Ce 11 mars 2021 avait lieu devant le ministère de l'économie une manifestation de salariés de l'industrie pharmaceutique dont bon nombre du laboratoire Sanofi. Une seule motivation des salariés, faire entendre leur refus de voir continuer la casse **de l'industrie pharmaceutique, environ 40 plans de suppressions d'emplois en cours dont le groupe Sanofi qui, après 3 plans d'économies qui ont déjà supprimé 6 000 emplois, en annonce un quatrième qui en supprimera 1 700 dont 400 en recherche.**

A l'occasion de cette manifestation le ministère a concédé une entrevue. Nous n'en ferons pas le compte rendu dans ce communiqué mais néanmoins, il n'est pas inutile de le répéter, l'industrie pharmaceutique comptait, il y a moins de 40 ans, 485 sites de productions en France et 170 000 salariés. Aujourd'hui il ne reste que 245 sites et 98 000 salariés, quant à la recherche de cette branche professionnelle, elle est passée de 24 000 salariés en 2006 à 13 000 à ce jour. Dans le même temps, le nombre de ruptures de médicaments n'a cessé d'augmenter. 44 en 2008, 540 en 2018, 1 200 en 2019 pour atteindre 2 400 en 2020. Personne ne peut plus nier cette cause à effet dramatique pour nombre de patients, la perte de notre indépendance thérapeutique et de notre sécurité sanitaire, ces mêmes causes qui nous mettent en incapacité aujourd'hui d'avoir un vaccin. La France, pays de naissance des vaccins, normalement numéro un dans le domaine, en est maintenant réduite à un rôle de sous-traitant.

Cette situation est pour nous absolument inacceptable. Il en va de l'accès et du droit aux soins pour l'ensemble des citoyens dont les médicaments, les dispositifs et matériels médicaux font pleinement partie.

La santé doit être une fonction régalienne de l'État. Celui-ci doit assumer ses responsabilités en la matière. La situation est grave et il n'est plus supportable de s'entendre dire, comme l'a fait le ministère ainsi que d'autres avant lui «l'État n'a que des pouvoirs d'interventions limités dans les entreprises privés». Nous sommes en état d'urgence sanitaire. L'État a donc tous les droits. Il faut juste un peu de courage politique.

Nous demandons à ce que l'État intervienne pour :

- mettre un terme à tous les plans de suppressions d'emplois en cours et à venir dans l'industrie pharmaceutique, seul moyen de préserver les savoirs et savoir-faire de métiers indispensables à la santé publique.
- conditionner toutes aides publiques à un réel développement de l'emploi, de l'activité de production et de recherche.
- que soit organisée en urgence une table ronde des industries de santé, pas simplement pour faire de la concertation ou du dialogue social, mais pour dégager les pistes d'une véritable stratégie qui remette notre industrie pharmaceutique au rang qui était le sien et en capacité de répondre aux besoins de santé de chacun des citoyens du pays.

*En pièce jointe, nos propositions pour une industrie pharmaceutique en réponse aux besoins de tous.*